

Des dizaines de syndicalistes embarqués par la police

Les représentants des syndicats ont été arrêtés et conduits dans différents commissariats de la capitale alors qu'ils rejoignaient le ministère du Travail pour entamer leur action de protestation.

Ils observaient un sit-in devant le ministère du travail



Des arrestations en masse par les services de police ont été enregistrées, hier, parmi les syndicalistes ayant pris part au sit-in organisé par le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Syndicat national des corps communs des ouvriers professionnels de l'Education nationale (SNCCOPEN) et le Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) qui revendiquent le numéro d'enregistrement de leurs formations respectives. Les représentants des syndicats ont été arrêtés et conduits dans différents commissariats de la capitale alors qu'ils rejoignaient le ministère du Travail pour entamer leur action de protestation.

Le CLA, qui a été empêché de tenir son sit-in, dénonce «le recours à la force publique pour empêcher des syndicalistes de s'exprimer pacifiquement».

Cette formation syndicale qui était, pour l'occasion, en train de rendre hommage à son fondateur Redouane Osmane, n'a pas pu tenir la conférence-débat sur l'évaluation des années de réformes engagées dans le secteur de l'éducation. Dans la salle préparée à cet effet, des affiches étaient prêtes à être accrochées aux murs. Elles portaient des slogans tels que «Réforme égale suppression de l'enseignement technique», «Réforme égale catastrophe» et d'autres slogans témoignant du résultat des expériences du ministre de l'Education.

Sans nouvelles de leurs camarades, les organisateurs de la conférence ont préféré reporter la manifestation. «Il n'y a même pas 48 heures, le président de la République parlait de transparence et de préparation de terrain favorable à la libre expression populaire, et voilà que ses hommes mobilisent les services de sécurité pour intimider les représentants des travailleurs qui ne cherchent pas à créer la zizanie, mais juste un document prouvant la légalité vis-à-vis des lois de la République tant défendue par les enseignants», lâche une syndicaliste du CLA. «Sommes-nous toujours en état d'urgence ?», s'interroge un autre syndicaliste.

Les trois organisations syndicales ont déposé leur dossier depuis des années sans que l'administration daigne apposer son accréditation. «Nous avons pourtant rempli toutes les conditions exigées par la réglementation», explique M. Ghezali, représentant des corps communs. Le CLA, quant à lui, a renouvelé tout le dossier récemment et le délai réglementaire

Des dizaines de syndicalistes embarqués par la police

d'attente a expiré depuis plusieurs semaines, rappelle-t-on également.

Bastonnade

Sur un autre front, une quarantaine d'enseignants contractuels, qui tiennent un rassemblement depuis plus de deux semaines au niveau de l'annexe du ministère de l'Education, ont été embarqués dans des voitures de police. «Ils sont 40. Huit ont été conduits au commissariat de Hussein Dey et nous ignorons où se trouvent actuellement les autres», a précisé, hier, en fin de journée, un membre du collectif des contractuels affilié au Snapap. Le syndicat dénonce l'utilisation de la matraque pour disperser les travailleurs contractuels qui subissent les aléas du climat dans une indifférence totale, étant sur les lieux depuis 18 jours. «C'est inadmissible que des professeurs qui revendiquent leurs droits pacifiquement soient traités de la sorte.»

Selon un communiqué rendu public, le syndicat compte saisir la justice sur «ces dépassements» et interpelle les organisations de défense des droits de l'homme. Le Snapap a décidé également de déplacer le lieu du rassemblement. «Nous allons observer notre sit-in le 25 décembre prochain devant le palais de la Présidence», indique-t-on dans le même communiqué.

http://www.elwatan.com/actualite/des-dizaines-de-syndicalistes-embarques-par-la-police-21-12-2011-151852_109.php